

**FORMATION ET RENOUVELLEMENT
DU PEUPLE DE PARIS :
ASPECTS DU PEUPEMENT DE PARIS
DE LA COMMUNE À LA GRANDE GUERRE¹.**

Article extrait de la revue *Recherches contemporaines*, n° 5, 1998-1999

Alain FAURE

La ville et son passé sont vus par beaucoup d'historiens français, aujourd'hui, comme un domaine à part entière de la recherche. Certains parlent même "d'histoire urbaine" comme d'un secteur en soi, au même titre que l'histoire économique ou l'histoire sociale... On peut émettre quelque doute sur la spécificité réelle de l'objet en question : il faut souvent sortir de la ville pour mieux la comprendre². Songeons par exemple à l'influence de la conjoncture, qu'elle soit politique ou économique. Par exemple encore, on peut étudier la criminalité en ville, la criminalité *urbaine*, si l'on veut, mais en quoi le système judiciaire ou même le système carcéral chargés de la réprimer sont-ils *urbains* ? Il est bien rare que ce goût pour les "nouvelles approches", si prononcé chez nous, corresponde à de réels progrès dans les méthodes et les façons de pensée. En réalité, nous vivons le temps des savoirs partiels, et il est inutile d'ajouter encore un nouveau découpage aux découpages académiques existants. Il faut

1. Cet article est le texte remanié d'une conférence faite à l'Université Meiji, à Tokyo, en décembre 1998. Il a été publié en japonais dans les "Guest lecture series" (n° 10) de l'Université Meiji (International Exchange Programs). La traduction a été faite par Kenichi Kinoshita.

2. A proprement parler, les "études urbaines" n'existent pas, il n'y a que des études sociales, économiques, politiques, littéraires... – ou de tout cela un peu – qui ont une ville ou un quelconque espace urbain pour objet. Nous vivons une époque historiographique faussement brillante, époque d'enfermement disciplinaire et d'hyper-spécialisation de la recherche. La tâche n'est pas de "structurer le milieu", mais bien de l'ouvrir au monde et aux sciences sœurs ou cousines. Malgré tout, il va de soi que des initiatives sociétales fondées sur la spécialité peuvent être l'occasion de rencontres fructueuses. Signalons ainsi la parution récente d'une très utile bibliographie, recensant notamment les articles : *L'histoire urbaine en France (Moyen-Age - XXe siècle). Guide bibliographique 1968-1996. Édition préparée par Isabelle Backouche*, Paris, L'Harmattan, 1998, 189 p.

cependant reconnaître à l'historiographie urbaine de ces dix ou quinze dernières années un acquis de valeur insigne : avoir compris que la ville, c'est d'abord un espace, et un espace différencié, et non un simple décor devant lequel s'agitent les acteurs. La dette des historiens, sur ce point, comme sur bien d'autres, est considérable vis-à-vis des sociologues¹. Il est vrai que la célébrité de certains épisodes de l'histoire ouvrière, mis en valeur depuis longtemps par l'histoire sociale, a joué dans le même sens en montrant comment les conflits de classe "s'inscrivent" dans l'espace urbain : on peut citer l'insurrection des canuts de novembre 1831 à Lyon avec la descente des ouvriers de la Croix-Rousse sur le centre de la ville², et bien sûr la Commune de Paris, en 1871, où l'on a voulu voir une "reconquête" du centre de la capitale par les ouvriers chassés de ces quartiers à la suite des grands travaux réalisés sous la houlette du baron Haussmann³. L'espace urbain est chargé de sens.

Mais la force de "l'histoire urbaine" tient au fait que son objet, la ville, non seulement constitue le cadre de vie de fort loin le plus répandu dans les pays de haut niveau de vie mais que la grande ville, ou plutôt la très grande ville, est devenue un phénomène envahissant, et cela aussi bien dans les pays développés que dans les pays pauvres. Souvent le pouvoir politique – et c'est bien le cas en France depuis la crise économique née dans les années 1970 – aime à dire que les problèmes sociaux sont d'abord des problèmes urbains, idée du domaine de l'action qui est finalement très proche, remarquons-le au passage, de celle d'une histoire urbaine dans le domaine de la connaissance. En général, aujourd'hui, la ville, par le gigantisme et le rythme de la croissance qui la caractérise souvent, inquiète les États : ingouvernable, dangereuse, fragile, la mégalopole ne serait qu'une sorte de monstre, un beau monstre, mais un monstre quand même. Bref, trop de ville tuerait la ville. Cet environnement politique et idéologique apporte évidemment à la recherche sur le passé des villes un stimulant considérable. Mais cette recherche n'a pas à flatter ou à fonder cette inquiétude contemporaine, elle n'a pas à se donner pour tâche de mettre à jour les causes historiques de cette prétendue maladie que serait le gigantisme urbain.

Ce que je voudrais essayer de comprendre avec vous ici, c'est comment dans le passé récent la croissance urbaine, considérée essentiellement sous l'angle du nombre des hommes, a pu s'opérer, avec quels types de migrants, et comment, jusqu'à quel point, cette croissance a été "digérée" par la société urbaine. Ceci appelle naturellement des analyses précises. Mes propos seront

1. Citons, parmi les études les plus stimulantes, ce classique de la sociologie urbaine : Henri Coing, *Rénovation urbaine et changement social : l'îlot n° 4, Paris 13*, Paris, Éditions ouvrières, 1966, 296 p. (2e éd., 1976, 303 p.).

2. Rappelons l'étude de Fernand Rude, *L'insurrection lyonnaise de novembre 1831*, Paris, Anthropos, 1969, 783 p. (2e éd.).

3. Idée exprimée par Henri Lefebvre dans *La proclamation de la Commune* (Paris, Gallimard, 1965) et reprise par Jacques Rougerie dans *Paris libre 1871*, Paris, Le Seuil, 1971.

limités à Paris, et, pour l'essentiel, à la période sur laquelle j'ai le plus travaillé, c'est-à-dire celle qui part des lendemains de la Commune et s'achève en 1914, avec la Grande Guerre. Pourquoi ces coupures ? Elles visent à circonscrire commodément une période au cours de laquelle la ville, à l'intérieur de ses nouvelles frontières spatiales fixées en 1860 et qui ne bougeront plus, atteint à l'époque contemporaine son maximum de peuplement ouvrier et son maximum de développement industriel, tout en restant une ville éminemment administrative, culturelle et commerçante. Il est probable qu'au sein de cette ville la variété des activités et des fonctions, la diversité du peuplement, les contrastes de tous ordres entre les quartiers, notamment entre le centre et les faubourgs, ne furent jamais plus nets, plus prononcés, plus considérables que vers 1890 ou 1900. C'est aussi au cours de ces années que Paris atteint pratiquement son maximum de population, à savoir près de 2,9 millions d'habitants en 1911 : c'est dire l'importance des migrations d'origine provinciale dont la capitale était le point d'aboutissement, mais aussi des migrations venues des pays voisins, puisqu'à la même date, Paris connaît un premier sommet de population étrangère : 190.000 personnes. Mais toute époque contient en germe sa suivante. Le plus frappant est ici le surgissement de la banlieue, qui dans les années 1880 commence réellement son essor démographique et industriel. A la veille de 1914, il faut parler d'une véritable agglomération urbaine au sein de laquelle les rapports sont aussi étroits que complexes. On peut ajouter aussi que dès cette époque un certain reflux de la population ouvrière de Paris, vers cette banlieue précisément, avait commencé de se manifester.

Mais ce n'est pas seulement de pure démographie dont nous allons parler, les faits de population vont nous conduire du côté de l'histoire sociale et ouvrière, ou bien économique... mais qu'importe les bannières scientifiques et les découpages préétablis. Mon propos d'aujourd'hui sera d'aborder les problèmes de formation et de renouvellement des populations dans ce milieu parisien si divers, et cela en mettant résolument l'accent sur les classes populaires, les ouvriers en premier lieu. Cela nous servira de vaste introduction à la question de l'intégration de ces populations à la société urbaine.

Les sources

Un mot d'abord sur les *sources*, plus spécialement les sources démographiques puisqu'elles sont le point de départ de toutes ces analyses. En France, l'historien des populations, et tout particulièrement de Paris, est handicapé : les sources imprimées dont il dispose le laissent souvent sur sa faim et, de plus, il doit faire face à un déficit en sources manuscrites adaptées à la connaissance de l'origine et des mouvements de la population.

Certes, le nombre des mariages, des décès et des naissances – ce que les démographes appellent le "mouvement naturel" – nous est parfaitement connu. Mais quant aux origines mêmes de la population présente ? D'où viennent les migrants ? Où étaient-ils nés ? Les recensements quinquennaux de la population – réguliers en France depuis le début du 19^e siècle – ne contiennent des données intéressantes que depuis 1891¹ et encore il ne s'agit que du chiffre brut des habitants de Paris nés dans chacun des départements français, ou bien à l'étranger. On ne peut guère aller plus loin avec les recensements, par exemple chercher à croiser la diversité des origines avec le sexe, l'âge, la situation sociale, le métier. Certes, à chaque recensement, il était établi dans chaque commune une liste nominative de la population, mais encore faut-il que ces listes subsistent, ce qui n'est pas le cas pour Paris avant 1926...

L'historien doit aussi avoir pour ambition d'aller au-delà de ces représentations ponctuelles, figées de la population. Il doit s'efforcer de reconstituer le mouvement même de la population : savoir qui arrive en ville, qui en part, qui s'y déplace, et vers quel quartier... C'est là où les vraies difficultés commencent, car à Paris pas plus qu'ailleurs en France, il n'existe, comme c'est le cas en Allemagne ou en Belgique, de registres municipaux ou bien de fichiers où est tenue de figurer toute personne qui s'installe en ville, y bouge ou bien la quitte². Il est donc seulement permis par les sources de faire la différence entre d'une part la croissance constatée entre deux recensements quinquennaux et d'autre part le mouvement naturel de la population, à savoir la différence entre les naissances et les décès. On peut en déduire alors l'importance de l'immigration, sa place dans la croissance. Mais ce chiffre n'est jamais lui-même qu'un solde, c'est-à-dire la différence entre les entrées dans la ville et les sorties de la ville, mais nous ignorons tout de l'importance de ce va-et-vient. Si la ville a gagné 1 habitant net, est-ce que cela veut dire qu'il y a eu 3 entrées pour 2 sorties, ou bien 10 entrées pour 9 sorties, ou bien encore 100 entrées pour 99 sorties³ ? Le résultat est le même, certes, mais le phénomène est tout différent... Il est extrêmement regrettable que l'on ne puisse connaître l'amplitude exacte des migrations, car tout indique qu'elle est considérable : ce sont des foules qui viennent en ville, mais ce sont aussi des foules qui en repartent.

1. C'est seulement à partir de cette date, en effet, que les recensements imprimés donne "la répartition par département d'origine des Français recensés dans un département" (Statistique de la France, *Résultats statistiques du dénombrement de 1891*, Paris, 1894, p. 129 et tableau p. 483 et suivantes). Ce sont ces tableaux à double entrée qui ont jusqu'ici fourni aux historiens démographes la base statistique de l'analyse des migrations intérieures.

2. A très rares exceptions près, comme celle de la ville de Versailles ; voir les travaux de Claire Lévy-Vroelant, notamment son article, "Un espace ouvert : usages sociaux du logement en ville entre 1830 et 1880", in *Recherches contemporaines*, n° 3, 1995-1996, p. 63-90.

3. Voir sur ce point les remarques de Jean-Luc Pinol, *Le monde des villes au 19^e siècle*, Paris, Hachette, 1991, p. 154.

Il reste possible, à la fois pour la connaissance des origines et des déplacements de la population vers et dans Paris, de recourir à des sources de substitution. La plus connue de ces sources sont les listes électorales, après l'instauration du suffrage universel masculin en 1848. Mais ces listes ne rassemblent que des hommes, majeurs, Français et inscrits volontairement, ce qui fait beaucoup de restrictions... L'état-civil peut être utilisé pour reconstituer des itinéraires individuels et familiaux, c'est notamment la base d'une vaste enquête de démographie historique – l'enquête dite des "3000 familles", conçue par Jacques Dupâquier –, enquête non encore aboutie¹. Mais d'autres méthodes sont possibles, d'autres sources existent. J'en donnerai plus loin un exemple, fondé sur une recherche, plus modeste, récemment terminée.

Faisons d'abord le bilan critique de cette phase de l'histoire de la population parisienne.

Un bref bilan

Dans l'historiographie, la croissance démographique de Paris, au 19^e siècle, c'est avant tout une affaire d'immigration. L'œuvre ancienne, mais toujours lue ou citée, de Louis Chevalier met essentiellement l'accent sur cette notion. Son ouvrage le plus célèbre, *Classes laborieuses et classes dangereuses...*, publié en 1958², est l'analyse des effets jugés par lui catastrophiques d'une phase – les années 1830 et 1840 – jugée également par lui excessive de croissance démographique. Les épidémies qui déciment la population et le crime qui submergerait alors la ville auraient pour seule et unique cause l'affolement des mouvements migratoires en direction de la capitale, une sorte de déraison démographique. Les innombrables travaux de détail conduits depuis trente ans sur l'histoire sociale et démographique de Paris, souvent de très grand intérêt, ont continué à parler, pour l'essentiel, des migrants, provinciaux ou étrangers, mais sans remettre en cause cette représentation.

Voyons cela de plus près pour la période qui nous occupe. La ville de Paris gagne, entre la Commune et la Grande Guerre – entre 1872 et 1911 –, un

1. Allusion à l'enquête dite des 3000 familles, dirigée par Jacques Dupâquier où la chasse au patronyme commençant par "TRA" dans "la forêt immense de l'état civil" doit aboutir à la reconstitution d'un échantillon représentatif de "généalogies descendantes". Voir J. Dupâquier et Denis Kessler dir., *La société française au 19^e siècle*, Paris, Fayard, 1992 – Les données de cette enquête sont régulièrement utilisées par les chercheurs du Centre de démographie historique de l'École des hautes études.

2. Louis Chevalier, *Classes laborieuses et classes dangereuses à Paris pendant la première moitié du XIX^e siècle*. Paris, Plon, 1969, XXVIII-556 p. (1^{er} éd. : 1958). L'œuvre de Chevalier fait l'objet depuis quelques années de révisions critiques. Citons : Barrie M. Radcliffe, "Classes laborieuses et classes dangereuses à Paris pendant la première moitié du XIX^e siècle : The Chevalier Thesis Reexamined", in *French Historical Studies*, 1991, n° 2, p. 542-574 ; Christine Piette et Barrie M. Radcliffe, "les migrants et la ville : un nouveau regard sur le Paris de la première moitié du XIX^e siècle", in *Annales de démographie historique*, 1993, p. 253-302.

million d'habitants, ce qui est un gain très important. C'est au cours de cette période que se place la plus forte vague migratoire du siècle, au début des années 1880 en l'occurrence. Mais globalement, pour l'ensemble de ces années, le solde naturel représente quand même 24 % de la croissance démographique, et donc le solde migratoire "seulement", si j'ose dire, 76 %. Il est donc faux d'affirmer que Paris doit sa croissance exclusivement à l'immigration. Il n'empêche que déjà, à l'époque même, le bilan naturel positif de la capitale a souvent été qualifié de trompe-l'œil : la forte natalité ne serait qu'une apparence et la mortalité serait sous-estimée. N'importe comment, ajoutaient encore les médecins, la mortalité touchait de façon tout à fait anormale, excessive les migrants venus vivre en ville.

Mais reprenons point par point les arguments avancés.

Tout d'abord, le chiffre important des naissances à Paris aurait été en quelque sorte artificiellement gonflé par le phénomène même de l'immigration, amenant en ville un grand nombre de femmes en âge d'avoir des enfants¹. Et encore ces femmes auraient finalement été peu fécondes, pratiquant un fort contrôle des naissances. Certes, mais on doit se demander une chose : est-ce que ces femmes auraient eu plus d'enfants si elles étaient restées sagement dans leur province ? La migration n'implique-t-elle pas un changement d'esprit qui lui-même induit ce contrôle ? D'autre part, les moyennes générales de natalité et de fécondité sont trompeuses : le contrôle des naissances reste à l'époque encore socialement très inégalement pratiqué. En ville, en tout cas à Paris, ce sont dans les familles ouvrières que les enfants sont les plus nombreux, de même que, bien souvent au 19^e siècle en France, les villes ont une fécondité supérieure à celles de bien des régions rurales... On assiste, il est vrai, vers 1885-1890, à un effondrement de la natalité ouvrière à Paris, comme dans d'autres villes d'ailleurs, à des dates diverses². Il s'agit surtout d'une homogénéisation des comportements malthusiens, le pauvre se conduisant désormais comme le riche, et la ville se mettant à l'unisson de la campagne. De tout ceci, il faut retenir une chose : dans le passé, l'urbanisation n'impliquait en aucune façon la dénatalité.

Ensuite, il y aurait sous-estimation de la mortalité, pour la même raison : beaucoup de migrants, donc relativement beaucoup d'adultes, mais peu d'enfants et peu de vieillards, c'est-à-dire les catégories d'âge les plus exposées à la mort. C'est donc toujours l'argument de "l'artifice démographique". On évoquait aussi une pratique parisienne importante : l'envoi en nourrice des enfants en bas-âge, dans la banlieue ou bien encore en province – 28 % des naissances à Paris dans les années 1880. Un nombre considérable de ces petits

1. Voir notamment l'introduction démographique à l'*Annuaire statistique de la ville de Paris* de l'année 1880, rédigée par Bertillon père, p. 132 et suiv.

2. Voir notamment Francis Ronsin, *La grève des ventres*, Paris, Aubier, 1980, 254 p., ainsi que Jacques Dupâquier dir., *Histoire de la population française*, T. 3 : *De 1789 à 1914*. Paris, P.U.F., 1988, 554 p. (notamment contribution de J.-P. Bardet).

Parisiens mouraient, et ces décès n'étaient effectivement pas comptés parmi les décès de Paris¹. On peut remarquer d'abord que si la mortalité de ces petits enfants était forte, c'est précisément parce qu'ils étaient envoyés en nourrice, en raison des conditions déplorables de prise en charge par les nourrices. Mais si on voulait rajouter à la mortalité parisienne les enfants morts au loin en nourrice, il faudrait à ce moment-là tenir compte aussi d'autres faits jouant en sens inverse, par exemple la présence d'importants hospices de vieillards dont les décès étaient, eux, comptés parmi les décès parisiens.

Cette critique du bilan naturel de Paris était prolongée en quelque sorte par une représentation souvent tout à fait dramatique de l'immigration. Au fond, le 19^e siècle a fait sien ce que disait Jean-Jacques Rousseau, le philosophe des Lumières dans son *Émile*, le célèbre traité sur l'éducation de 1762 :

“Les hommes ne sont point faits pour être entassés en fourmilières [...] Les villes sont le gouffre de l'espèce humaine. Au bout de quelques générations, les races périssent ou dégénèrent, il faut les renouveler et c'est toujours la campagne qui fournit à ce renouvellement”.

Autrement dit, les villes sont des mouiroirs, et pour continuer à se développer, elles ont besoin d'un apport incessant de gens venus de la campagne, de paysans. L'habitude se prit à la fin du 19^e siècle d'appeler "exode rural" ce mouvement de la campagne vers les villes, un mouvement décrit à l'époque soit comme une calamité soit, au mieux, comme la rançon du progrès². L'idée dominante à l'époque, était que la misère, la misère matérielle doublée souvent d'une misère morale, poussait les paysans en ville. On voit ainsi fleurir à la fin du siècle tout un discours médical affirmant, chiffres à l'appui, que les villes – et plus particulièrement Paris – attiraient à elles "les meilleurs" des ruraux, c'est-à-dire les plus robustes, et que ces paysans, transplantés sans transition dans un milieu malsain, dépérissaient rapidement³. C'est donc bien l'idée d'une surmortalité urbaine, au détriment en particulier des migrants.

On le sent bien, toutes ces analyses étaient animées par un esprit d'hostilité ou d'inquiétude vis-à-vis de la grande ville à la croissance accélérée. Celle-ci constituerait un milieu "artificiel", mettant à mal ceux qui venaient s'y réfugier. Il est extrêmement délicat de mesurer la diffusion et l'influence exactes de ces représentations... Disons qu'elles étaient partagées par toute une nébuleuse d'individus et de courants : des médecins hygiénistes, des criminologues, des géographes, mais aussi des hommes politiques de couleur

1. Voir les travaux de Catherine Rollet (notamment *La politique à l'égard de la petite enfance sous la III^e République*, Paris, INED, 1990, 595 p.) et l'article d'Étienne Van de Wales et Samuel Preston, "La mortalité de l'enfance au XIX^e siècle à Paris et dans le département de la Seine", in *Population*, janv. - fév. 1974, p. 89-107.

2. C'est sans doute l'ouvrage du socialiste belge Émile Vandervelde, intitulé *L'exode rural et le retour aux champs*, et paru en 1903 à Paris chez Félix Alcan, qui a consacré l'expression.

3. Ce point était un vrai lieu commun de l'époque, développé dans de nombreux écrits médicaux, articles de revue ou thèses.

très variée, conservateurs ou réformateurs, voire socialistes, et défendant des intérêts également très divers : la province contre Paris, les intérêts agricoles contre les intérêts urbains, les intérêts de la bourgeoisie urbaine contre le péril social et sanitaire constitué par les quartiers pauvres, voire l'intérêt des ouvriers eux-mêmes en prônant l'étalement de la ville en banlieue ou en d'agrestes cités-jardins... Mais ce qu'il importe surtout de comprendre, c'est que ces idées ont finalement traversé le temps puisqu'elle éclairent à mon sens l'œuvre de Chevalier – le mal, c'est non pas la condition ouvrière ou une industrialisation de la ville sans frein ni règle, mais une croissance démographique non contrôlée, "excessive" –, ainsi que toute une partie de la démographie historique française. Ne pourrait-on qualifier en effet celle-ci de "rousseauiste", lorsqu'avec Jacques Dupâquier¹, elle défend à la fois l'idée de la non reproduction naturelle des villes dans le passé et celle de leur surmortalité ?

Nous venons de voir, dans le cas de Paris, les nuances, déjà, à apporter à de tels schémas. Mais il convient maintenant de pousser plus loin l'analyse.

Avant de voir de près ces migrants, voyons d'abord les oubliés de l'histoire démographique de Paris, c'est-à-dire les natifs de la ville.

Les natifs

Les oubliés, en raison précisément de la force de l'idée selon laquelle l'immigration serait le seul mode de croissance démographique de Paris. On commence à comprendre qu'à l'échelon de tout le 19^e siècle, le dosage entre natifs et immigrés est resté à peu constant, de l'ordre, globalement, d'un tiers de natifs pour deux tiers de migrants. La stabilité de ce rapport ne signifie pas du tout que la migration ait été un phénomène uniformément réparti dans le temps. Cette stabilité cache en fait une succession de périodes de gonflement considérable de l'immigration suivies de périodes de reflux, d'émigration. Il y a comme une respiration de la ville, en étroite liaison avec la conjoncture économique et aussi politique, qui fonde la permanence de ce rapport natifs-migrants.

Entre natifs et migrants, existent plusieurs disparités. Une des plus importantes, – au fond assez évidente – porte sur l'âge. Plus les individus sont jeunes, plus grande est la proportion de ceux qui sont nés sur place. Nous ne disposons pas de chiffres absolument certains croisant les âges et les origines avant 1901². A cette date, si on prend les jeunes entre 0 et 14 ans, la proportion des natifs dépasse 80 %, et ce n'est qu'après cet âge que la proportion de natifs recule, et encore jusqu'à 19 ans reste-t-elle majoritaire. L'effondrement de leur

1. Voir, entre autres références, son article intitulé "La surmortalité urbaine", in *Annales de démographie historique*, 1990, p. 7-11.

2. Statistique générale de la France, *Résultats statistiques du recensement de 1901...*, t. 1, p. 312-313.

proportion ne se produit qu'à 20 ans et au-delà. Il n'est pas trop téméraire de penser qu'il s'agit là d'un phénomène constant dans l'histoire démographique de Paris. Et la résonance de ce phénomène est grande.

Tout d'abord, il influe sur les résultats que l'on peut obtenir en étudiant, à tel ou tel propos, des échantillons de population : selon que l'échantillon comprendra plus ou moins de jeunes, on aura plus ou moins de natifs, et l'interprétation du fait social que l'on étudie ne sera plus la même. L'effet d'âge représente un biais dont il faut prendre extrêmement garde. L'exemple auquel je songe est une intéressante statistique, établie par des étudiants, et qui porte sur le lieu de naissance des délinquants passés par un des commissariats de police du 13^e arrondissement de Paris – un arrondissement usinier, très ouvrier – en 1895-1896¹. La proportion de Parisiens de naissance est très élevée, près de la moitié. On pourrait en déduire que dans cet arrondissement, où les migrants étaient pourtant particulièrement nombreux, ils étaient moins délinquants, moins turbulents que les gens nés sur place. Cela est loin d'être infondée, certes, mais cette statistique est quand même bel et bien faussée parce qu'une partie importante de cette délinquance primaire était une délinquance juvénile, des enfants ou des adolescents arrêtés pour de petits vols, des fugues, etc. Or, tous ces petits délinquants étaient nés sur place, à Paris. Donc, la forte présence des natifs dans cet échantillon est surtout une conséquence logique de la structure par âge de la population.

D'autre part et surtout, une proportion aussi considérable d'enfants née sur place signifie que les migrants étaient pour l'essentiel des adultes, jeunes sans doute, mais surtout des célibataires. Si le migrant doit avoir des enfants, c'est à Paris qu'il les aura, à condition évidemment qu'il se fixe dans la ville. Autrement dit, la migration en famille – les parents et les enfants – existe bien sûr, mais elle est rare. Il ne faut donc pas imaginer la migration comme l'effet du déracinement de familles entières, chassées de leur terre par exemple. Le migrant est d'abord un jeune actif – les sources parlent en effet d'une fourchette d'entre 15 et 30 ans –, donc quelqu'un qui a la vie devant soi, notamment sur le plan domestique, familial. Cette situation a de profondes répercussions dans le domaine du logement, mais aussi sur la société urbaine elle-même en favorisant les rencontres, donc les brassages de population.

Une deuxième disparité existe entre natifs et migrants. Ces enfants qui naissent à Paris grandissent. Pas tous à vrai dire, loin de là, puisque jusque dans le dernier tiers du 19^e siècle, sévit une très forte mortalité infantile. Vers 1880, à Paris, quatre enfants sur 10 mouraient avant l'âge d'un an. Mais la fécondité populaire reste forte, on l'a vu, les familles sont grandes. Or, que deviennent

1. Il s'agit du travail de Laurent Katz et Didier Spiller, *Étude d'un cas de misère urbaine : le XIII^e arrondissement de Paris à la fin du XIX^e siècle*, mémoire de maîtrise, Université de Paris-VII, 1978, 241 p.

ceux qui grandissent à Paris ? Très souvent des ouvriers. Les natifs ont en effet en partage cette caractéristique sociale. Les échantillons de population que l'on peut étudier, comme les registres de mariage ou de décès ou encore les listes électorales – tout en prenant soin d'éviter le piège de l'effet d'âge –, montrent toujours qu'une corrélation existe entre la naissance à Paris et l'appartenance à la classe ouvrière. Attention : je ne veux pas dire que la majorité des ouvriers travaillant à Paris y soient nés, bien évidemment, mais qu'une proportion importante, à vrai dire non évaluable, mais importante, des natifs de Paris parvenus à l'âge adulte étaient des ouvriers.

Il y a sans doute plusieurs raisons à cette situation. Une d'entre elles est que les familles ouvrières étaient finalement plus enracinées dans Paris que les autres : les ouvriers faisaient plus volontiers souche dans la ville. C'est par exemple un des résultats d'une recherche que j'ai conduite avec un autre historien, Jean-Claude Farcy¹. Nous avons constitué un échantillon de conscrits parisiens et provinciaux, tous de la même "classe", celle de 1880, donc des hommes nés la même année, en 1860. Il se trouve que sur les registres matricules tenus par l'armée – c'est une de ces sources de substitution dont je parlais plus haut –, figurent tous les déplacements, tous les changements d'adresses effectués par ces individus entre l'âge de la conscription, 20 ans, et l'âge de 45 ans. On voit très bien que chez les conscrits parisiens, les ouvriers, tout en bougeant beaucoup plus au cours leur vie, en déménageant plus souvent restaient plus confinés à l'intérieur de Paris que les autres catégories sociales, employés ou catégories supérieures. Cette fidélité à la ville tient elle-même probablement d'abord à la variété et à la solidité de l'industrie parisienne, en particulier au maintien d'un certain type d'organisation industrielle qui favorise elle-même une certaine indépendance ouvrière, par le façonnage ou le travail à domicile masculin, et qui me semble, à tort ou à raison, plus particulièrement lié à l'existence de cette classe ouvrière autochtone².

Quoiqu'il en soit, il existe donc bien dans les classes populaires parisiennes, plus que dans le reste de la population sans doute, une fraction enracinée. Mais cette fraction reste malgré tout minoritaire, en raison du caractère massif de l'immigration.

Tournons-nous donc enfin vers les migrants.

Les migrants

1. J.-C. Farcy et A. Faure, *Une génération de Français à l'épreuve de la mobilité. Vers et dans Paris*, PIR-Villes et Université de Paris X-Nanterre / Centre d'histoire de la France contemporaine, 1998, 2 vol., 388 + 186 p. – La publication de ce rapport sera assurée par l'INED.

2. Les allusions à cette structure de l'industrie parisienne sont fréquentes dans les travaux historiques ; voir notre article, un peu ancien, intitulé "Petit atelier et modernisme économique : la production en miettes au XIXe siècle", in *Économie et Société*, 1986, n° 4, p. 531-557.

La première question que je voudrais poser à leur propos est celui du milieu d'origine. La façon classique de traiter cette question, du moins pour les migrants de l'intérieur du pays, les Français, consiste à étudier leurs origines départementales ou régionales, combien de gens du Nord, combien d'Auvergnats, à quel moment arrivent les Bretons, etc... Il est indispensable de savoir tout cela – nous y viendrons – mais je crois plus pertinent de poser d'abord la question plus globale, plus essentielle peut-être, du degré de ruralité des migrants. C'est là en quelque sorte une donnée de départ des processus d'intégration ou de rejet des populations migrantes. On peut en effet penser qu'un homme ou une femme de la campagne sera plus démuné en ville que tout autre migrant, se sentira aussi en quelque sorte déplacé et risque aussi d'être perçu, dans son nouveau milieu, avec un sentiment d'étrangeté.

La question de la ruralité

La notion d'exode rural repose sur l'idée que les migrants venant peupler les villes au 19^e siècle étaient pour l'essentiel des paysans. On sait bien, aujourd'hui, que cette représentation constitue, au moins dans le cas de Paris, une distorsion de la réalité. Première remarque, souvent faite par les historiens ruralistes, paysan et rural ne sont pas des termes parfaitement synonymes, le travail de la terre n'a jamais occupé toute la population campagnarde : en général, les villages comptaient aussi de nombreux petits artisans travaillant en famille, libres ou dépendants, d'infimes boutiquiers, et bien sûr des journaliers agricoles. Or le dépeuplement des villages s'est d'abord opéré par le départ de ces catégories-là qui, les journaliers étant mis à part, n'étaient pas forcément les plus pauvres et, dans le cas des artisans, n'étaient pas forcément sans qualification monnayable en ville¹. Mais il y a plus. En effet, à chaque fois que l'on se penche sur le lieu de naissance précis soit d'actifs – d'origine française, je le précise – vivant à Paris dans un quartier populaire soit carrément d'ouvriers travaillant dans des entreprises parisiennes pour lesquels subsistent des listes du personnel, que constate-t-on ? Chez les provinciaux de naissance, une proportion variable, mais toujours importante d'urbains d'origine.

Il faut naturellement s'entendre sur le sens exact d'urbain. Les historiens se réfèrent à peu près toujours à la définition officielle, en vigueur dans la statistique et dans la loi depuis 1846 : est considérée comme urbaine toute commune comptant au moins 2000 habitants agglomérés, c'est-à-dire vivant dans un tissu bâti continu. Passons sur les intentions politiques et fiscales d'une telle définition, pour reconnaître simplement que cette définition sanctionne, au fond, l'existence et le maintien en France d'un réseau de petites et de moyennes

1. Cette distinction entre les paysans à part entière, "purs", et les autres au sein des campagnes est bien connue dans l'historiographie rurale de ces 20 ou 25 dernières années.

villes où la campagne n'est jamais bien loin mais qui se distinguent quand même du plat pays par leurs fonctions et – peut-être, rappelons-le – par leur fécondité. Remarquons au passage que c'est la solidité de ce réseau qui explique le moindre développement en France des grandes villes – les villes de plus de 100.000 habitants au 19^e siècle – et non pas la concurrence démographique de Paris, comme cela est parfois trop vite dit. L'attraction de la capitale sur le reste de la France n'a jamais été uniforme, bien loin de là, même si elle a eu tendance à s'étendre avec le temps, gagnant par exemple la Bretagne dans les dernières années du 19^e siècle. Quoiqu'il en soit sur ce point, il est sûr que Paris a constamment puisé une partie de ses migrants dans ce réseau de villes, ainsi qu'au sein des grandes villes. Et cela n'est en rien l'apanage des migrants qui par leur origine sociale ou le capital dont ils disposent étaient plutôt promis à s'intégrer dans la bourgeoisie parisienne, mais aussi aux autres, qui nous intéressent directement ici, ceux qui étaient appelés à travailler dans les ateliers et les usines.... Arrêtons-nous sur ce point.

Un historien de Paris, Gérard Jacquemet, avait déjà prouvé l'importance du courant urbain en étudiant un des grands faubourgs populaires de Paris, Belleville¹, précisément pour l'époque qui nous occupe ici : à côté d'un nombre important de natifs, de gens nés à Paris même – ne les oublions pas ! –, la population bellevilloise adulte, et d'origine française, comptait chez ceux qui avaient vu le jour en province une proportion d'urbains oscillant, selon les sources, entre 40 et 50 %. D'autres recherches et d'autres calculs aboutissent à des résultats très proches, parfois supérieurs, mais peut-être est-il plus intéressant d'insister sur l'enseignement des registres du personnel ouvrier des entreprises. Les exemples auxquels nous songeons sont au nombre de trois : une briqueterie du quartier de la Villette, une imprimerie – l'entreprise Chaix, célèbre pour ses indicateurs des chemins de fer – et une usine d'automobiles, la firme De Dion-Bouton à Puteaux, la période couverte variant d'un cas à l'autre, allant de 1880 à 1910². Au sein du personnel né en province, quelle va être la part des *ruraux* ? 65 % chez les briquetiers, 47 % chez les ouvriers de De Dion et 26 % chez Chaix. Ces écarts importants reflètent *grosso modo* les différences de qualification professionnelle : la fabrication des briques exige de moindres acquis professionnels que la plupart des métiers du Livre ; la part des ruraux dans l'usine d'automobile n'a rien d'étonnant quand on sait qu'elles n'employaient pas en fait les mécaniciens les plus qualifiés. Mais la qualification n'est pas forcément le seul lien qui relie le milieu de naissance et la profession exercée. Jouent également l'histoire et la géographie du métier en question, par

1. Gérard Jacquemet, *Belleville au XIX^e siècle : du faubourg à la ville*. Paris, Éditions de l'École pratique des hautes études et J. Touzot, 1984, 452 p.

2. Sources : Archives Électricité - Gaz de France (archives de la Compagnie du Gaz de Paris) ; registres d'embauche de Chaix conservés aux archives municipales de Saint-Ouen ; liste nominative de la commune de Puteaux pour 1911 (archives de Paris).

le biais notamment de l'implantation des entreprises. L'imprimerie reste une fabrication concentrée dans les villes, et il n'y rien d'étonnant à ce que, à Paris, elle recrute essentiellement des urbains. Au sein même de la briqueterie de la Villette, il existait malgré tout des différences de qualification entre ouvriers, avec d'un côté les journaliers et de l'autre les mouleurs, mais la proportion des ruraux restait constamment la même. N'était-ce pas d'abord parce que la briqueterie était une fabrication très répandue dans les campagnes ? L'automobile par contre était une branche neuve, qui était à la recherche pour toute une partie de sa production – et une partie grandissante avec le travail en série et le taylorisme – d'une main d'œuvre rapidement formée. Comme de plus les salaires étaient bons, on comprend l'attraction qu'elle exerçait sur les migrants venus des campagnes.

Restent beaucoup de questions. Les exemples que nous venons de voir intéressent quasi exclusivement des hommes. Les migrations féminines ont-elles, au point de vue qui nous occupe ici, une spécificité ? La question est d'importance parce que les femmes étaient très présentes dans les migrations provinciales vers Paris. Il y aurait beaucoup à dire sur l'idée défendue par Chevalier et d'autres auteurs de la domination de l'élément masculin dans la migration, à leur yeux une anomalie démographique de plus, avec des conséquences dramatiques en ville. A la fin du siècle, en tout cas, les migrantes équilibrent en nombre les migrants, et au 20^e siècle, elles les dépasseront¹. Les étrangers aussi restent dans l'ombre.... Les nationalités les plus nombreuses à Paris en 1911 étaient au nombre de quatre, les Italiens, les Allemands, les Russes et les Belges. La qualification de beaucoup d'ouvriers allemands plaiderait en faveur d'une origine urbaine fréquente, au contraire des Italiens, bien que la plupart venaient d'Italie du Nord, c'est-à-dire une Italie en voie d'urbanisation². Un mot sur les Russes. Par Russes, il faut comprendre essentiellement juifs. Paris est en effet une ville où les juifs d'Europe centrale et orientale viennent et se fixent en grand nombre depuis le début des persécutions dans l'Empire russe, en 1881. Ils étaient peut-être 35.000 à la veille de la guerre, Russes, Polonais ou Roumains d'origine³. Mais d'où venaient précisément tous ces émigrés ? Des grands ghettos urbains, ou bien des communautés rurales de la campagne polonaise ou russe ? Pour ma part je l'ignore, mais la réponse n'est pas indifférente si on s'interroge sur les processus d'intégration de cette population juive, souvent si pauvre, qui venait chercher travail et asile à Paris.

1. Recherches personnelles ; pour le 20^e siècle, voir sur ce point : Guy Pourcher, *Le peuplement de Paris. Origine régionale. Composition sociale. Attitudes et motivations*. Paris, P.U.F, 1964, 310 p.

2. Voir surtout la récente thèse de Marie-Claude Blanc-Chaléard, *Les Italiens dans l'Est parisien des années 1880 aux années 1960. Une histoire d'intégration*, Institut d'études politiques de Paris, 1995, 2 vol., 781 p.

3. Résultats des recensements ; voir aussi les travaux de Nancy L. Green, notamment son ouvrage intitulé *Les travailleurs immigrés juifs à la Belle Époque. Le "Pletzl" de Paris*. Paris, Fayard, 1985, 360 p.

Une autre dimension humaine essentielle de la migration, après la ruralité, est celle de sa "qualité". Mais qu'entendre par là ?

La question de la "qualité"

Pour le comprendre, partons des attitudes patronales en matière de recrutement du personnel. L'ouvrier de Paris avait, en règle générale, très mauvaise presse auprès des patrons. Il était réputé être une "forte tête", quittant l'atelier pour un oui ou pour un non, à la fois d'esprit très corporatif et rêvant d'émancipation universelle. Un patron mécanicien, Denis Poulot, a fait le portrait bien connu des "sublimes" du métier, c'est-à-dire les meneurs de la résistance anti-patronale¹. Les ouvriers de ce genre ont toujours été protégés par leur qualification professionnelle. Dès lors, on comprend que lorsqu'il était possible de se passer d'eux, la préférence soit toujours donnée aux ouvriers non autochtones. Il se peut que si certains métiers parisiens n'admettaient pas d'apprenti, c'était dans le souci d'éviter de former des ouvriers qui, le milieu parisien aidant, risquaient à terme de devenir des sublimes. En tout cas, les preuves abondent que dans certaines branches, comme le bâtiment ou encore le petit commerce alimentaire ou non alimentaire qui emploie à cette époque à Paris une armée de jeunes commis, les patrons parisiens cherchaient de façon systématique à attirer des ouvriers de province, et surtout de la campagne. Ils s'y prenaient de diverses façons, soit en recourant à des bureaux de placement installés à Paris et qui se chargeaient de recruter de bons éléments en province, soit en utilisant le réseau de certaines sociétés d'originaires qui leur fournissaient une main-d'œuvre triée sur le volet, soit en s'adressant à des "marchands d'hommes" qui prospectaient pour eux les marchés d'ouvriers agricoles et y embauchaient des ouvriers pour Paris... C'est ce qu'un syndicaliste de l'époque appelait "l'organisation de la pléthore"². D'où, comme on peut s'en douter, de fortes tensions dans le monde ouvrier à cette époque entre natifs et migrants, ou plus précisément comme le montre l'examen attentif des trop rares documents sur ces questions, entre ouvriers sédentaires, installés depuis longtemps à Paris – mais pas forcément natifs de Paris... –, la plupart du temps mariés, et ouvriers nouveaux venus, plus jeunes, en général célibataires et, qui plus est, souvent des saisonniers, bien décidés à rentrer au pays après une ou plusieurs saisons de travail.

Certes, il se peut qu'une partie des migrants viennent à Paris alléchés par les promesses d'un agent recruteur quelconque, mais est-ce que cela changeait

1. Denis Poulot, *Le sublime ou le travailleur comme il est en 1870 et ce qu'il peut être*. Introduction d'Alain Cottureau. Paris, François Maspero, 1980, 413 p. (1er éd. : 1870).

2. La formule est d'Armand Moreau, secrétaire général de la Fédération ouvrière des Transports, in Conseil supérieur du travail, *12e session*, nov. 1903, p. 119.

beaucoup les choses ? Non seulement ces migrants étaient des volontaires, mais n'étaient-ils déjà décidés à venir à Paris ? Est-ce qu'ils n'y seraient pas venus n'importe comment, un jour ou l'autre ? Autrement dit, et c'est au fond la grande question : qui part et pourquoi ?

La guerre civile ou étrangère n'a rien à voir ici, à l'exception cependant du cas des Alsaciens-Lorrains : 110.000 d'entre eux quittèrent les provinces annexées par l'Allemagne en 1871 – dont un grand nombre pour aller à Paris, d'ailleurs –, et c'est là une conséquence de la guerre de 1870 perdue par la France¹. Mais pour la masse des autres, faut-il parler immanquablement de misère, de conditions de vie insupportables, notamment dans les campagnes ? On parle d'une sorte de "surcharge" démographique des régions rurales françaises au milieu du 19^e siècle, suivie d'une "décongestion" au début du Second Empire ; avec les années 1880 débute une grande dépression agricole causée par la chute des prix mondiaux, à l'origine, nous dit-on, d'un nouvel ébranlement dans les campagnes. Tout cela est certain, mais, très souvent, lorsque l'historien se penche directement sur le terrain pour observer les effets locaux de ces conjonctures néfastes, l'image se brouille et un lien direct, patent entre misère et migration est rarement mis à nu. Notre travail sur la classe 1880 auquel je faisais allusion tout à l'heure l'a constaté une nouvelle fois : dans les migrations issues des départements étudiés par nous, la grande dépression ne se lit pas ou guère². La paysannerie, rappelons-le, est au 19^e siècle en France la fraction de la société la plus épargnée relativement par l'exode rural, même si bien sûr les paysans restaient suffisamment nombreux dans les migrations pour dissimuler la présence des autres aux yeux des contemporains, n'importe comment persuadés que tout était une affaire de déracinement de gens ne pouvant plus vivre sur leur terre. C'est d'ailleurs une des raisons de l'importance et de la précocité de l'immigration étrangère en France, et tout particulièrement dans les villes, Paris en premier lieu. On pourrait dire, presque sans boutade, que les Italiens sont venus dans la région parisienne remplacer sur les chantiers ou dans les usines les paysans français qui ne voulaient pas y venir... Et n'oublions, tout au moins dans le cas de Paris, la présence du courant urbain, globalement si important parmi les migrants ouvriers !

Dans ces conditions, ne sommes-nous renvoyés à une dimension individuelle de la migration ? Je veux dire que, quelle que soit la pression du milieu local, c'est l'individu qui décide et dispose. Puis-je rappeler encore que ce sont des gens seuls que nous voyons arriver à Paris, et non pas – ou fort peu – des familles entières ? La migration – hormis les situations de famine ou de guerre –, c'est d'abord une décision de la personne, ce n'est pas seulement une

1. Voir surtout Alfred Walh, *L'option et l'émigration des Alsaciens-Lorrains (1871-1872)*, Paris, Ophrys, 1974, 276 p.

2. J.-C. Farcy et A. Faure, *Une génération de Français à l'épreuve de la mobilité ...*, op. cit.

affaire de prix du quintal de blé. Tous ceux qui se laissaient séduire par les belles promesses des marchands d'hommes étaient des gens convaincus d'avance, je le répète. Accepter le déracinement, même avec en tête l'idée rassurante du retour, c'est témoigner d'une vigueur personnelle, d'une force d'âme sans laquelle la décision du départ n'aurait pas été prise. En ce sens, la migration est sélective, et d'abord auto-sélective. Si on veut bien partager ce point de vue, on gagne une vision résolument non misérabiliste de l'exode dit rural ou de la migration ouvrière. On passe de la représentation d'une émigration de misère où le déracinement est une misère de plus, à une émigration de conquête où la ville est une chance qui s'offre.

On peut, dans une certaine mesure, mettre cette idée à l'épreuve en reprenant les termes du débat sur la démographie de la capitale, plus spécialement sur la question de la surmortalité. Il a été maintes fois dit et redit – depuis Rousseau... – que les migrants venant s'installer en ville y dépérissaient rapidement, victimes de la dureté des conditions de vie et de travail. Nous retrouvons donc l'image de la ville-gouffre. A la lumière de ce que nous venons de dire, et à l'aide naturellement des statistiques démographiques que l'on peut rassembler sur ce point, que peut-on dire de la réalité du phénomène ?

La chronologie ici est essentielle, mais un fait demeure. Si surmortalité il y avait, elle affectait d'abord les *natifs* de la ville. La démarche consiste à comparer la mortalité – ou plus précisément l'âge au décès – des originaires de Paris et des originaires de province, et, autant que faire se peut, en tenant compte de la catégorie sociale. Une recherche difficile et hérissée de pièges... Si on fait ces calculs à partir, par exemple, des décès enregistrés dans le 13^e arrondissement en 1911¹, on constate que, défalcation faite des enfants, cela va de soi, les ouvriers – hommes ou femmes – meurent plus jeunes que les bourgeois de l'arrondissement, 50 ans en moyenne contre 57 ans, ce qui n'a rien de surprenant. Mais ce qui est peut-être moins attendu, c'est de constater qu'à l'intérieur de chaque catégorie sociale, il apparaît aussi une différence dans l'âge au décès selon le lieu de naissance. Les ouvriers, par exemple, meurent à 42 ans s'ils sont nés à Paris et à 52 s'ils sont nés en province. Il y aurait donc dans la mortalité de cet arrondissement à la fois un effet de classe et un effet d'origine, qui se cumulent. Notre étude des conscrits de 1880 ne permet pas, au point de vue qui nous occupe ici, de tenir compte de la catégorie sociale, fort malheureusement. On constate en tout cas une différence dans la proportion de survivants à l'âge de 45 ans chez les hommes nés à Paris et chez les migrants venus s'y installer, entre la quinzième et la vingt-cinquième année. Et cette différence est bien en défaveur des premiers, les natifs. Prenons enfin les causes de mort. A l'époque, la première des maladies qui touchent la population adulte,

1. Recherche fait sur l'état-civil de l'arrondissement (greffe du Palais de justice de Paris).

c'est la tuberculose : un décès sur cinq à Paris, tous âges confondus. La médecine de l'époque considérait la tuberculose comme la maladie typique du migrant pauvre, venu attraper la mort à Paris en essayant d'y gagner sa vie¹. Or, les chiffres publiés par la statistique municipale montrent bien, si on les considère attentivement, que, dans la population active, ce sont bien les natifs qui sont plus souvent atteints par cette maladie de l'épuisement physique et en meurent plus souvent que les actifs venus de province, à l'exception peut-être des Bretons d'origine, une migration très prolétaire.

Sans doute conviendrait-il de rassembler encore d'autres données pour mieux approfondir ce phénomène de la mortalité différentielle, mais les choses apparaissent assez claires. Reste à les expliquer. La surmortalité des natifs est à mettre sur le compte des conditions de vie dans la petite enfance, puis dans l'enfance, écourtée par la mise au travail précoce. C'est de là que le Parisien tient cette fragilité physique qui est la sienne, fragilité qui empêche certains de fournir la somme de travail nécessaire dans les ateliers pour vivre à peu près décemment et qui, en dernière analyse, expliquerait ce fait assez étonnant d'une sur-représentation des Parisiens – faible ou forte, c'est selon – dans les formes les plus dégradées d'habitat, dans les asiles de nuit, et même dans les chiffres du vagabondage. Les migrants, eux, à égalité de situation sociale bien sûr, représentent une population auto-sélectionnée, et les "qualités" requises pour la migration valent aussi sur le plan physique. Que les uns se distinguent des autres sur le plan de la mortalité et de la résistance aux maladies n'a finalement rien que de logique. La migration, c'était bien pour la capitale ce qu'une historienne du Paris d'Hausmann, Jeanne Gaillard, avait excellemment appelé un "sang neuf", une régénération². Il faudrait donc reconnaître une certaine réalité au schéma rousseauiste du renouvellement permanent des populations urbaines par les migrations, un renouvellement dans le cas de Paris surtout qualitatif. On a là sans doute un mode de croissance démographique caractéristique d'un certain paupérisme urbain, c'est vrai.

Mais destiné à disparaître. Je sais bien que les historiens ont tendance à apercevoir au fil de leur période favorite des évolutions de fond, des passages d'un âge à un autre âge, mais il faut bien reconnaître que dans les années 1880, à Paris, prennent place des événements démographiques tout à fait remarquables. Le premier d'entre eux est la baisse plus que nette de la mortalité infantile : en dix ans, de 1881 à 1891, le nombre des décès de nouveaux-nés, jusqu'à un an, passe de 42 à 30 %, d'où un recul considérable de la mortalité générale³. Parmi les adultes, s'amorce même le recul de la mortalité par maladies infectieuses,

1. Voir surtout une remarquable thèse de médecine de l'époque : Georges Bourgeois, *Exode rural et tuberculose*. Paris, Félix Alcan, 1905, 122 p., ill.

2. Jeanne Gaillard, *Paris, la Ville (1852-1870)*. Édition préparée par Florence Bourillon et Jean-Luc Pinol, Paris, L'Harmattan, 1998, 528 p. (1er éd. : 1976).

3. D'après les chiffres publiés par l'*Annuaire statistique de la ville de Paris* de ces années.

tuberculose exceptée. Dans le même temps, surgit un autre fait, auquel je faisais allusion tout à l'heure, et qui ne peut ne pas être en rapport avec les précédents : l'effondrement de la natalité populaire. L'enfant devenait à la fois plus rare et échappait plus souvent à la mort. Ces événements sont en fait une énigme. Comment les expliquer ? On songe évidemment à l'amélioration de la qualité de l'eau potable, au meilleur contrôle des aliments – notamment le lait –, au développement d'une médecine préventive et bien sûr aux effets des découvertes de Pasteur. Tout cela a eu lieu, c'est entendu, mais *après* le démarrage de ces événements démographiques. Est-ce que tous ces progrès dans les équipements et les connaissances sont suffisants pour expliquer par exemple que les natifs de Paris de la classe 1900 auront gagné en moyenne 2 cm en taille par rapport aux natifs de la classe 1880 ? J'en doute, mais les faits sont là, qui commencent à donner tort à Rousseau, même si la mortalité différentielle semble se maintenir encore quelque temps. On serait effectivement passé à un mode de croissance démographique caractéristique d'un nouvel âge urbain. Je ne sais pas si la ville, pour reprendre la vieille expression allemande, rend plus libre, en tout cas, à partir d'une certaine époque, elle rend plus sain.